

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôle Techniques et Environnement Sud
2 rue Jean Richepin
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 06/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/01/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRIADIS SERVICES

Impasse René GOMEZ
34420 Villeneuve-lès-Béziers

Références : 2023-021-PUB
Code AIOT : 0006601484

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/01/2023 dans l'établissement que la société TRIADIS SERVICES exploite Espace entreprises Méditerranée, ZI Nord, à Rivesaltes (66600). L'inspection a été annoncée le 17/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans les contrôles prévus au plan pluriannuel de l'inspection des installations classées et intègre l'action nationale relative à la traçabilité des déchets et de l'obligation d'utiliser l'application « Trackdéchets ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIADIS SERVICES
- Installation de regroupement et transit de déchets dangereux (huiles minérales usagées)
- Espace entreprises Méditerranée, ZI Nord, à Rivesaltes (66600)
- Code AIOT : 0006601484
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TRIADIS SERVICES exploite, sur le territoire de la commune de Rivesaltes, une installation de regroupement et transit d'huiles usagées.

Les principales rubriques et activités de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) par lesquelles l'établissement est concerné sont rappelées ci-dessous.

| Rubriques ICPE | Installations/activités | Régime* |
|----------------|--|----------|
| 2718-1 | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux pour une quantité maximale d'huiles usagées susceptible d'être présente dans l'établissement de 187 tonnes | A |
| 3550 | Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes. | A |

* A = autorisation

L'exploitation de cette installation est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 15/10/2015¹.

En application des dispositions de l'article du Code de l'environnement, ce type d'installation, en raison de l'activité de gestion de déchets dangereux, est soumis à l'obligation de constitution d'un montant de garanties financières, dès lors que le montant de ces garanties est supérieur à 100 000 €. Monsieur le préfet a pris acte que le montant des garanties financières, calculé par la société TRIADIS SERVICES, était inférieur à 100 000 €, et dès lors que la société TRIADIS SERVICES n'était pas tenue de constituer des garanties financières.

Par ailleurs, l'établissement est soumis à la directive relative aux émissions industrielles (IED) en raison de son classement au titre de la rubrique 3550 de la nomenclature des ICPE. Pour rappel, la transposition de cette directive européenne en droit français a pour objectif de parvenir à un niveau élevé de protection de l'environnement grâce à une prévention et à une réduction intégrées de la pollution provenant d'un large éventail d'activités industrielles et agricoles, par le biais :

- du recours aux meilleures techniques disponibles pour respecter les valeurs limites d'émission autorisées par la réglementation ;
- du réexamen périodique des conditions de l'autorisation d'exploiter ;
- de la remise en état du site dans un état à minima équivalent à celui existant avant sa mise en exploitation, pour les sols et des eaux souterraines.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;

¹ Arrêté préfectoral n°2015288-0001 du 15/10/2015 autorisant la société TRIADIS SERVICES à poursuivre l'exploitation d'une plate-forme de regroupement d'huiles usagées sur le territoire de la commune de Rivesaltes.

- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|---|---|
| 4 | Étude de dangers | Arrêté Préfectoral du 15/10/2015, article 8.1.6 | La société TRIADIS SERVICE doit, dans un délai n'excédant pas 3 mois adresser à Monsieur le Préfet : - soit l'ensemble des éléments, mentionnés dans l'avis du 08/02/17 ¹ , nécessaires au ré-examen de l'étude de dangers de son établissement de Rivesaltes ; - soit une demande motivée, sous la forme d'un porter à connaissance, d'allègement des prescriptions de l'article 8.1.6 de l'arrêté préfectoral du 15/10/2015 et en particulier d'abrogation de l'obligation de révision quinquennale de l'étude de dangers de son établissement de Rivesaltes. |

¹ Avis du 08/02/17 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut.

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-----------------------------------|---|---|
| 5 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 15/10/2015, article 8.2.3 | La société TRIADIS SERVICE doit, dans un délai n'excédant pas 1 mois , adresser, à l'inspection des installations classées, le résultat d'une nouvelle mesure du débit d'eau du poteau incendie situé en face de son établissement, ainsi qu'une copie de la procédure qu'elle a mise en place afin de s'assurer qu'elle peut justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau « à tout moment ». |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|--|
| 1 | Consignes d'exploitation | Arrêté Préfectoral du 15/10/2015, article 2.1.2 | <u>Observation</u> : Il convient de formaliser le fait que la personne en charge de collecter les huiles usagées et de les entreposer dans l'installation est la personne en charge de sa surveillance, dans un document écrit : organigramme de la société, par exemple. Par ailleurs, il conviendra de conserver la trace des formations suivies par cette personne pour connaître les dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation. |
| 2 | Identification des produits | Arrêté Préfectoral du 15/10/2015, article 6.1.1 | Sans objet |
| 3 | Contrôle des accès | Arrêté Préfectoral du 15/10/2015, article 8.1.4 | Sans objet |
| 6 | Analyse du risque foudre | Arrêté Préfectoral du 15/10/2015, article 8.4.2 | <u>Observation</u> : Il est rappelé à l'exploitant qu'en cas de révision de l'étude de dangers de son établissement, l'analyse du risque foudre doit également être actualisée. |
| 7 | Vérification des moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 15/10/2015, article 8.6.3 | Sans objet |
| 8 | Consignes d'exploitation spécifiques | Arrêté Préfectoral du 15/10/2015, article 8.6.5 | Sans objet |
| 9 | Aires de réception, tri et entreposage | Arrêté Préfectoral du 15/10/2015, article 9.1.1 | Sans objet |
| 10 | Traçabilité des déchets | Code de l'environnement du 09/01/2023, article R. 541-45 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors du contrôle du 11/01/2023 l'inspection des installations classées a relevé deux écarts susceptibles de faire l'objet d'une mise en demeure, par rapport aux prescriptions qu'elle a contrôlées. Un de ces écarts concerne le non-respect des prescriptions relatives au ré-examen de

l'étude de dangers, figurant dans l'arrêté d'autorisation de l'établissement.

Le second écart concerne la justification du débit d'eau du poteau incendie situé sur la voie publique en face de l'établissement. L'établissement de la société TRIADIS SERVICES se trouve en fin de ligne du réseau de poteaux incendie de la zone industrielle et commerciale dans laquelle il est implanté. La dernière mesure du débit d'eau de ce poteau incendie date de la précédente visite d'inspection en 2020. L'inspection des installations classées a considéré que cette mesure était trop ancienne pour s'assurer du débit d'eau du poteau incendie.

Toutefois, au regard du type d'écarts constatés, l'inspection des installations classées a accordé des délais à la société TRIADIS SERVICES pour y remédier.

En fonction des réponses de la société TRIADIS SERVICES, à l'issue de ces délais, d'autres suites pourront être proposées à Monsieur le Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consignes d'exploitation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2015, article 2.1.2 |
| Thème(s) : Autre, Modalités d'apport |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en condition d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation. |
| Constats : L'inspection des installations classées constate que les consignes d'exploitation sont établies en accord avec les prescriptions de l'article 2.1.2. Ces consignes sont affichées de façon visible dans le bâtiment de stockage des huiles usagées. Elles précisent entre autres : <ul style="list-style-type: none">- les manipulations à effectuer et précautions à prendre lors du déchargement des huiles usagées depuis la citerne du camion de collecte vers les cuves de stockages présentes sur le site ;- les actions à mener en cas de déversement accidentel d'huile sur le sol. La personne nommément désignée par l'exploitant pour assurer la surveillance de l'installation est la personne en charge de collecter les huiles usagées auprès de ses clients et de les entreposer dans l'installation. |
| Observation : Il convient de formaliser le fait que la personne en charge de collecter les huiles usagées et de les entreposer dans l'installation est la personne en charge de sa surveillance, dans un document écrit : organigramme de la société, par exemple. Par ailleurs, il conviendra de conserver la trace des formations suivies par cette personne pour connaître les dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Identification des produits

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2015, article 6.1.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Fiches de données sécurité |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, emplacement) est tenu à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées. |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2015, article 6.1.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Fiches de données sécurité |
| L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site. |
| Constats : Le suivi de l'état des stocks des huiles usagées présentes dans l'établissement est connu de l'exploitant en temps réel, via une mesure de niveau dans les différents réservoirs de stockage présents dans l'établissement. Par ailleurs, l'exploitant a la possibilité d'accéder à l'état des stocks des huiles usagées via une application internet. |
| L'exploitant ne dispose pas de substances chimiques et mélanges chimiques autres que les huiles usagées sur le site. Par conséquent, il ne dispose d'aucune fiche de sécurité. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Contrôle des accès

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2015, article 8.1.4 |
| Thème(s) : Autre, Contrôle des accès |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Une surveillance est assurée en permanence. |
| Constats : L'accès au site est interdit par une clôture fermée par un portail à clé et protégé par une alarme téléreportée auprès d'une entreprise de télésurveillance avec laquelle la société TRIADIS a signé un contrat. Par ailleurs, le site est surveillé en permanence par caméra et détecteurs de mouvements. Les images et les déclenchements d'alarmes de mouvement sont transmis en temps réel à l'entreprise chargée d'assurer la télésurveillance de l'établissement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Étude de dangers

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2015, article 8.1.6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Actualisation de l'étude de dangers |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers. L'étude de dangers est actualisée au moins tous les cinq ans. |
| Constats : L'étude de dangers de l'établissement TRIADIS SERVICES de Rivesaltes date de 2015. Par conséquent, cette étude de dangers aurait dû faire l'objet d'un ré-examen en 2020. L'inspection des installations classées constate que la société TRIADIS SERVICES n'a pas procédé à ce ré-examen. |
| Demande : Dans un délai n'excédant pas 3 mois, la société TRIADIS SERVICES adresse à monsieur |

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2015, article 8.1.6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Actualisation de l'étude de dangers |
| le préfet : <ul style="list-style-type: none"> - soit l'ensemble des éléments, mentionnés dans l'avis du 08/02/17¹, nécessaires au ré-examen de l'étude de dangers de son établissement de Rivesaltes ; - soit une demande motivée, sous la forme d'un porter à connaissance, d'allègement des prescriptions de l'article 8.1.6 de l'arrêté préfectoral du 15/10/2015 et en particulier d'abrogation de l'obligation de révision quinquennale de l'étude de dangers de son établissement de Rivesaltes. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2015, article 8.2.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 71.1. [8.1.1.] - d'un poteau incendie localisé sur la voie publique face au bâtiment d'exploitation, à 35 m de celui-ci, d'un diamètre nominal DN100 permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils ; - de 6 extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - d'une réserve d'émulseur de 280 litres en bidons de 20 litres éloignés de 10 mètres minimum de l'entrepôt et protégée par un mur coupe-feu REI 2 heures. Ce local est accessible et signalé par un panneau inaltérable et indestructible. <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau. [...]</p> |
| Constats : Le site est télésurveillé en permanence via un prestataire de service en mesure de prévenir immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de constat d'incendie. Un plan des locaux est affiché à l'entrée et à l'intérieur du bâtiment sur lequel sont repérés les réservoirs de stockage des huiles usagées. L'exploitant dispose également de ce plan au format numérique qu'il peut communiquer aux services d'incendie et de secours. S'agissant du poteau incendie localisé sur la voie publique face au bâtiment, le dernier contrôle du débit de ce poteau remonte à la dernière visite d'inspection en 2020. L'inspection des installations classées constate que 6 extincteurs, clairement repérés et facilement accessibles sont répartis dans le bâtiment de stockage des huiles usagées. L'inspection des installations classées observe que ces extincteurs sont situés à proximité de l'accès au bâtiment et de l'entrée du local contenant les réservoirs de stockage des huiles usagées de celui-ci. Un 7e extincteur se trouve dans le local extérieur contenant la réserve d'émulseur. L'inspection des |

¹ Avis du 08/02/17 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut.

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2015, article 8.2.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie |
| installations classées compte 14 bidons de 20 litres de liquide émulseur, soit 280 litres, dont la date de péremption n'a pas encore été atteinte. La réserve de liquide émulseur est éloignée de plus de 10 mètres du bâtiment de stockage des huiles usagées. Le mur du bâtiment qui fait face à cette réserve est un mur coupe-feu REI 2 heures. |
| Demande : Dans un délai n'excédant pas 1 mois à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant adresse, à l'inspection des installations classées, le résultat d'une nouvelle mesure de débit du poteau incendie situé en face de son établissement, ainsi qu'une copie de la procédure qu'elle a mise en place afin de s'assurer qu'elle peut justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau « à tout moment » (avec mise en place d'une mesure de débit plus régulière, annuelle ou bisannuelle, par exemple). |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Analyse du risque foudre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2015, article 8.4.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Analyse du risque foudre |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse est basée sur une vérification des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2016, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du Code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrée de l'ARF.</p> |
| Constats : L'étude technique qui a découlé de l'analyse du risque foudre a conclu qu'aucun équipement, ni aucune installation ne devait faire l'objet d'une protection contre la foudre. |
| Observation : Il est rappelé à l'exploitant qu'en cas de révision de l'étude de dangers de son établissement, l'analyse du risque foudre doit également être actualisée. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Vérification des moyens de lutte contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2015, article 8.6.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des moyens de lutte contre l'incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> |

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2015, article 8.6.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des moyens de lutte contre l'incendie |
| Constats : L'inspection des installations classées saisit le premier extincteur qu'elle rencontre à l'entrée du bâtiment et constate que la date de sa dernière vérification remonte au mois d'octobre 2022. Par suite, l'exploitant présente le registre de sécurité de l'établissement sur lequel l'inspection des installations classées constate que l'ensemble des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie font l'objet de vérifications périodiques conformément aux référentiels en vigueur et selon la fréquence prévue. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Consignes d'exploitation spécifiques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2015, article 8.6.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation spécifiques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La consigne de sécurité relative aux opérations de dépotage est établie et affichée. Elle comporte notamment les dispositions à prendre en cas d'incident.</p> <p>L'état des citernes de stockage est régulièrement contrôlé, a minima visuellement 2 fois par an.</p> <p>Les réservoirs sont notamment soumis, sauf dérogation particulière, à l'exécution des épreuves et vérifications périodique visant à vérifier leur bon état de conservation.</p> <p>Des dispositifs doivent permettre de contrôler à tout moment le niveau d'huiles usagées contenues dans les réservoirs. À cet effet, une mesure locale avec indication visuelle est installée.</p> <p>Des détecteurs de niveau avec report par télétransmission sont installés sur les cuves, afin de pouvoir vérifier à distance les volumes stockés instantanément.</p> <p>Pour prévenir les risques de sur-remplissage des réservoirs, une procédure d'exploitation est établie afin de vérifier l'adéquation des volumes à alimenter avec la capacité des stockages.</p> <p>Toutes dispositions sont prises pour éviter la mise en dépression des réservoirs.</p> |
| <p>Constats : L'inspection des installations classées constate que consigne de sécurité relatives aux opérations de déchargement des huiles usagées est affichée et comporte les dispositions à prendre en cas d'incident.</p> <p>La procédure destinée à prévenir le risque de sur-remplissage des réservoirs est affichée. L'opérateur est en mesure de connaître les volumes à alimenter en fonction du taux de remplissage de son camion de collecte d'huiles usagées dont la citerne est compartimentée. Il dispose, par ailleurs, d'une mesure, en temps réel, du niveau de remplissage des différents réservoirs de stockages reportée un tableau électronique situé dans la partie du bâtiment comportant les réservoirs de stockage des huiles usagées. Ces données relatives au niveau d'huiles usagées dans les réservoirs sont accessibles via une application mobile ou sur ordinateur, dont l'exploitant fait la démonstration à l'inspection des installations classées.</p> <p>Afin de prévenir le risque de mise en dépression des réservoirs de stockage lors de leur déchargement, l'opérateur explique créer une entrée d'air à leur sommet, en desserrant légèrement les fixations de leur trappe à pression se trouvant à leur sommet.</p> <p>L'exploitant indique réaliser un contrôle visuel de l'état des cuves de stockage des huiles usagées, a minima 2 fois par an, cependant les dates et résultats de ces contrôles (traces de corrosion, désordres structurels, fuites, travaux à engager, etc.) ne sont pas conservés.</p> |
| Observations : Il convient de mettre en place un registre dans lequel devront être retracés les |

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2015, article 8.6.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation spécifiques |
| dates et résultats des contrôles visuels réalisés sur les cuves de stockage des huiles usagées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Aires de réception, tri et entreposage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2015, article 9.1.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Aires de réception, tri et entreposage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de réception, d'entreposage, de tri et de regroupement sont couvertes afin de prévenir la dégradation des déchets et l'accumulation d'eau ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des déchets. Elles sont conçues de façon à permettre la récupération des égouttures, eaux de lavage, eaux d'extinction d'incendie, les matières ou déchets répandues accidentellement.</p> <p>Lorsque les déchets reçus présentent des incompatibilités chimiques, les aires mentionnées à l'alinéa précédent sont divisées en plusieurs zones matérialisées garantissant un éloignement des déchets incompatibles entre eux d'au moins 2 m.</p> <p>Le sol des aires de réception, d'entreposage, de tri, de regroupement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances et préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du Code de l'environnement est étanche et incombustible, résiste aux chocs.</p> <p>Le paragraphe précédent n'est pas applicable aux installations qui procèdent au transit, tri ou regroupement de déchets conditionnés dans des conteneurs, caisses, bacs ou fûts étanches aux liquides résistant aux chocs dans des conditions normales d'utilisation, sous réserve que ces contenants soient placés sur une même rétention spécifique de capacité adaptée.</p> <p>Les contenants sont constitués de matériaux compatibles avec les déchets qu'ils contiennent et sont protégés contre les agressions mécaniques. Ils ne peuvent être entreposés sur plus de deux hauteurs. Tout contenant ou emballage endommagé ou percé est remplacé.</p> <p>Sauf exception justifiée par l'exploitant, les déchets sont évacués de l'installation dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent leur prise en charge.</p> <p>Constats : Les aires de réception, d'entreposage, de tri et de regroupement des huiles usagées se trouvent dans un bâtiment fermé dont le sol est revêtu d'une dalle en béton en pointe de diamant qui se termine par un puisard étanche de moins d'1 mètre cube permettant de recueillir les éventuelles égouttures. Sur cette même dalle, chaque réservoir de stockage dispose, par ailleurs, d'une cuvette de rétention associée. Enfin, la dalle du bâtiment est ceinturée par une bordure de 20 et 30 cm de haut.</p> <p>L'inspection des installations classées constate l'absence d'huiles usagées en contenants. L'exploitant explique ne pas stocker d'huiles en contenants dans son installation : les huiles usagées collectées sont uniquement stockées dans les réservoirs de stockages.</p> <p>Par sondage, l'inspection des installations classées constate que l'exploitant évacue les huiles usagées de son établissement de Rivesaltes vers son site de regroupement final de Béziers, dans les 90 jours suivant la date de leur collecte.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Traçabilité des déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/01/2023, article R. 541-45 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Application « Trackdéchets » |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique. Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur. Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué. [...] L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectuent au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour. [...] Constats : Les clients de la société TRIADIS (collecteur-regroupeur d'huiles usagées) ne sont pas tenus à l'obligation d'émission d'un bordereau de suivi (dématérialisé dans l'application Trackdéchets) des d'huiles usagées qu'ils lui remettent. Par conséquent, pour ce type de déchets, la société TRIADIS ne peut compléter, lors de la prise en charge des huiles usagées, le bordereau de suivi de ces huiles. À noter cependant qu'en application des dispositions de l'article 3 du décret n° 2021-1395 du 27/10/2021 ¹ , à partir du 01/01/2024, l'exclusion, pour les personnes qui remettent des huiles usagées à des collecteurs d'huiles usagées ou à des collecteurs-regroupeurs d'huiles usagées, de l'obligation de l'émission d'un bordereau de suivi de déchet électronique dans l'application Trackdéchets est supprimée. Aussi à compter du 1er janvier 2024, la société TRIADIS sera tenu de compléter, dans l'application Trackdéchets, les bordereaux électroniques de suivi des déchets d'huiles usagées qui y seront créés par ses clients ou créés par elle ou un tiers pour leur compte. La société TRIADIS dispose d'un contrat signé avec l'éco-organisme CYCLEVIA, agréé par arrêté du 24/02/2022 ² jusqu'au 31/12/2027, pour la gestion et le traitement les huiles minérales ou synthétiques, lubrifiantes ou industrielles, dans le cadre de la mise en place de la filière à |

1 Décret n° 2021-1395 du 27/10/2021 relatif à la gestion des huiles usagées et à la responsabilité élargie des producteurs d'huiles minérales ou synthétiques, lubrifiantes ou industrielles.

2 Arrêté du 24/02/2022 portant agrément d'un éco-organisme de la filière à responsabilité élargie du producteur des huiles minérales ou synthétiques, lubrifiantes ou industrielles.

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/01/2023, article R. 541-45 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Application « Trackdéchets » |
| <p>responsabilité élargie de leurs producteurs. La société TRIADIS a remis, à l'inspection des installations classées, une copie numérique du contrat qu'elle a signé avec l'éco-organisme CYCLEVIA le 29/06/2022. En conséquence, lors de l'évacuation des huiles usagées de son site de regroupement final de Béziers vers des installations autorisées à les traiter, c'est l'éco-organisme CYCLEVIA qui émet le bordereau de suivi dématérialisé de ces huiles usagées dans l'application Trackdéchets.</p> <p>L'inspection des installations classées constate cependant que la société TRIADIS peut être amenée à collecter occasionnellement du liquide de refroidissement auprès de ses clients. Pour ce type de collecte, la société TRIADIS explique et montre à l'inspection des installations classées la procédure qu'elle a mis en œuvre. La société TRIADIS explique utiliser l'application « TD Collect », développée par le groupe SÉCHÉ dont elle fait partie. Les renseignements saisis dans cette application viennent automatiquement alimenter la base de données nationale Trackdéchets.</p> <p>Ainsi, pour le site de Rivesaltes, l'opérateur chargé de la collecte des huiles usagées auprès de ses clients, renseigne l'application « TD Collect » dès leur prise en charge, le bordereau électronique généré automatiquement dans la base de données Trackdéchets sur la base des données renseignées par l'opérateur, est signé électroniquement au moment de son émission, puis à réception du liquide de refroidissement usagé sur le site de regroupement de liquides de refroidissement usagés et enfin à réception de celui-ci sur le site de son élimination ou de sa valorisation. Par sondage, l'inspection des installations classées sélectionne plusieurs bordereaux électroniques émis par la société TRIADIS dans l'application Trackdéchets et constate que ceux-ci sont correctement renseignés et visés.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |